

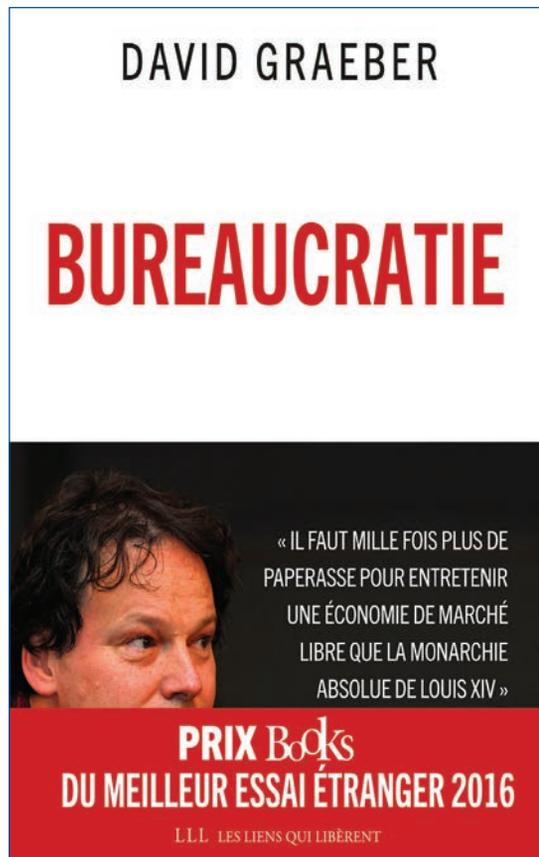
Bureaucratie

À propos du livre de David Graeber, *Bureaucratie*, Éditions Les liens qui libèrent, 2015

Par Jean-Marc WELLER,
CNRS, LATTS

Dans la mouvance des Indignés, des manifestants décidèrent d'occuper Zuccoti Park, à deux pas de Wall Street. C'était en 2011, et ce mouvement a inspiré depuis d'autres manifestations du même genre, comme Nuit Debout : un collectif organisé pour durer, avec infirmerie, cantine, bibliothèque, conférences de presse et salle de rédaction. En 2001, c'est une jeunesse américaine révoltée par le pouvoir de l'argent et le tournant néolibéral qui en a permis l'éclosion, et qui désormais met en accusation les très riches, et notamment la finance et son pouvoir corrupteur. Parmi ces protestataires, David Graeber s'est fait connaître comme l'un des intellectuels de ce mouvement. Anthropologue de formation (il a consacré sa thèse à des communautés rurales isolées de Madagascar : David Graeber, *Possibilities – Essays on Hierarchy, Rebellion, and Desire*, 2007, AK Press) et anarchiste militant, il a notamment écrit un essai sur la dette (*Dette : 5 000 ans d'histoire*, Éditions Les liens qui libèrent, 2013), qui s'avéra être un succès de librairie. Paru en 2015, traduit lui aussi dans plusieurs pays et ayant bénéficié d'une campagne de promotion soigneusement orchestrée, le livre *Bureaucratie* est le dernier opus de ce chercheur. Destiné à toucher un large public, l'ouvrage a été unanimement salué par la presse, ce dont témoigne l'attribution par un jury prestigieux

du prix Books du meilleur essai étranger 2016. Nous aurions aimé pouvoir en dire la même chose. Et l'apparente éloquence que seuls les titres de chapitre laissent deviner – où il est question tout



autant de pouvoir politique ou de taux de profit que de voitures volantes ou de super héros – aurait dû nous convaincre. Mais, en dépit d'une lecture aussi bienveillante que possible, il faut l'admettre : c'est un livre trop vite écrit. Au-delà de ses faiblesses, il n'en a pas moins l'intérêt d'inviter à renouveler l'exploration des mondes bureaucratiques.

L'enjeu, pour l'auteur, est politique : c'est en tant qu'anthropologue et militant anarchiste que Graeber publie son essai. Et pour cause : fort du constat d'un déficit de travaux sur le sujet, il entend proposer à la gauche une véritable critique de la bureaucratie, « adaptée à notre époque », inédite et autrement plus percutante que celle, beaucoup plus répandue, qui existe déjà, lorsqu'il s'agit de pester contre les contraintes administratives et réglementaires et de n'en faire qu'un archaïsme : les ennemis de l'innovation et de l'entreprise. Certes, l'auteur prévient d'emblée son lecteur : il ne donnera que les contours de cette analyse alternative, plus qu'il n'en posera, patiemment, tous les éléments. Mais au fil des chapitres qui composent l'ouvrage et qui rassemblent des articles déjà publiés, mais remis en perspective, c'est bien une thèse cohérente que Graeber dessine pas à pas, dans laquelle il considère la bureaucratie comme un incroyable, vaste et immense système d'extraction des profits au service des puissants, conséquence du tarissement des formes contemporaines d'accumulation du capital.

© Les liens qui libèrent

Cette lecture découle d'un constat préalable rappelé à l'envi : l'inflation de la paperasserie. L'auteur en est persuadé : notre vie quotidienne est de plus en plus envahie par les tracasseries administratives de toute sorte. En témoignent ses propres expériences qu'il raconte avec moult détails : les tentatives de consultation de son compte bancaire depuis l'étranger au prix de pénibles échanges

téléphoniques avec des conseillers qui le baladent de bureau en bureau, les innombrables complications administratives qui jalonnent le traitement de la demande d'aide sociale en faveur de sa mère gravement malade, l'inflation des tâches administratives introduites dans la vie courante des universités au nom de l'excellence ou de la qualité. Ces tracasseries administratives l'ont convaincu qu'« aucune population dans l'histoire du monde n'a consacré autant de temps à la paperasse » (p. 167). Et si les rites de passage constituent les scènes emblématiques de l'observation anthropologique, et si c'est généralement au travers de festins, d'onctions, de chants, de danses et de formules magiques que s'organisent les naissances, les passages à la vie adulte, les mariages ou les enterrements, c'est désormais la paperasserie qui, plus que tout autre rituel, encadrerait ces changements dans nos sociétés. Car le constat est bien là : pour Graeber, la bureaucratie a tout envahi. Or, bien que ce phénomène soit en constante expansion, qu'il ne cesse de se déployer sous nos yeux et qu'il faudrait aujourd'hui mille fois plus de paperasse pour entretenir une économie de marché libre qu'il n'en était nécessaire à Louis XIV pour asseoir son pouvoir absolu, il n'a été que très peu étudié. C'est donc à une reconsidération de toute cette masse de formulaires, de rapports et de règles en tout genre à laquelle l'auteur nous invite. Et pour cause : loin de s'opposer au marché, la bureaucratie en permettrait au contraire l'extension. Son essor renverrait, en vérité, aux transformations contemporaines du capitalisme : « *libre échange et marché libre signifient en réalité création de structures administratives mondiales, essentiellement destinées à garantir l'extraction de profits pour les investisseurs. "Mondialisation" veut dire "bureaucratiation"* » (p. 41).

Cette nouvelle loi d'airain du libéralisme, qu'expose Graeber dans l'introduction de son ouvrage, paraît à première vue paradoxale, dans la mesure où c'est généralement l'inverse dont on se persuade le plus volontiers. Et c'est très

sûrement là que réside l'attrait de l'argumentation, qui fait que l'on pourrait se laisser séduire, au moins dans un premier temps. Ce constat d'une tyrannie de la règle et de l'évaluation promue par le néolibéralisme inspire les trois chapitres de *Bureaucratie*, qui sont consacrés respectivement à la violence qu'exerce la bureaucratie et à ses aberrations (*les zones blanches de l'imagination*), à l'extraordinaire récession des idées et des innovations que l'on constate aujourd'hui au regard des grandes technologies d'émancipation imaginées il y a de cela cinquante ans, et dont la bureaucratiation de nos sociétés serait la cause (*des voitures volantes et de la baisse du taux de profit*) et, enfin, à la valeur morale que nous plaçons collectivement dans les règles bureaucratiques, en dépit de leur ambivalence et des effets réels qu'elles produisent (*l'utopie des règles, ou pourquoi nous adorons la bureaucratie au fond*). Parce que le projet de l'auteur est centralement politique, l'ouvrage se conclut avec un appendice qui, pour rendre compte des limites de nos démocraties et de nos capacités de résistance, interroge la figure du super héros dans l'œuvre de fiction, et plus particulièrement celle du très conservateur Batman (*de Batman et du problème du pouvoir constituant*), dont le succès rencontré traduirait une impossibilité historique, en promouvant l'ordre, faute de pouvoir imaginer une autre société.

Bien que le style déployé soit toujours simple, et que l'on pourra se féliciter de l'abondance des références, des exemples et des témoignages personnels, qui donnent de la consistance à un ouvrage pensé d'abord et avant tout comme un essai, la lecture de l'ensemble s'avère parfois laborieuse. Néanmoins si nous devons restituer les thèses de l'auteur, nous pourrions mettre en exergue trois caractéristiques de cette tyrannie bureaucratique qu'il entend révéler.

La première est qu'elle est *totale* : la bureaucratie est, pour Graeber, autant publique que privée : elle s'exerce à tous les niveaux de la vie économique, s'étend à tous

les secteurs d'activité et à toutes les régions de la planète. Avec son labyrinthe inextricable d'institutions, de textes et sa cohorte de juristes, d'auditeurs, de techniciens et d'experts de tout poil chargés de les faire respecter, elle est l'expression de la collusion d'intérêts entre l'État et les entreprises donnant lieu au « *premier système bureaucratique effectif* » (p. 40), véritable fusion progressive de la puissance publique et de la puissance privée en une entité unique. Cette configuration inédite traduirait un changement dans les alliances entre les classes dirigeantes et l'État au bénéfice des seuls acteurs financiers.

La deuxième caractéristique de cette tyrannie paperassière est qu'elle est *invisible*. Cette faculté à passer inaperçue tient à des dispositifs bureaucratiques qui réduisent à sa plus simple expression la prise en compte de la réalité : abstraction, simplification, quantification nous empêchent de prendre conscience que ce système nous aliène, en prétendant à l'objectivité au nom des formes impersonnelles qu'il emprunte, alors même qu'il nous aveugle ou nous rend stupides, rétrécissant nos facultés collectives d'imagination. Et, dès lors, c'est notre capacité critique qui s'en trouve émoussée.

Enfin, la troisième caractéristique de cette tyrannie est qu'elle est *violente*. L'ouvrage insiste de manière récurrente sur cette dimension, car ce sont les impératifs politiques de police, de contrôle social et de discipline au travail qui l'emportent, et de loin, sur les préoccupations économiques de croissance ou même de productivité, que l'on aurait pu croire prioritaires mais qui peinent à être satisfaites. Avec leurs ordinateurs, leurs formulaires, leurs procédures, les bureaucraties constituent alors un formidable système d'extorsion arbitraire, devenu le seul possible dès lors que les formes de créativité et d'imagination, pourtant nécessaires à l'innovation, ont été incroyablement asséchées... par les formes bureaucratiques elles-mêmes.

On l'aura compris : le monde selon Graeber n'est guère rassurant.

Heureusement, son propos n'est pas vraiment convaincant. Non seulement l'analyse du chercheur militant ne repose sur aucune enquête, mais elle s'opère bien souvent au prix d'approximations hâtives, ou d'affirmations quelque peu surprenantes : le constat d'un déclin actuel des innovations techniques au regard de celles que l'auteur avait imaginées il y a cinquante ans de cela en contemplant Star Trek à la télé mériterait quelques arguments complémentaires, au-delà d'une formulation usant de l'humour : est-il bien certain qu'Internet, la génomique ou les nanotechnologies soient de ridicules inventions ? Quant à la notion même de « bureaucratie », qui inspire le titre de l'ouvrage traduit en français, elle aurait gagné à être précisée, compte tenu du flottement qui entoure son emploi. Elle désigne parfois la paperasserie, sans autre spécification au-delà de l'impression subjective qu'elle serait plus importante aujourd'hui qu'avant (est-ce bien certain ?). La notion renvoie, à d'autres moments, aux modes d'organisation inspirant les entreprises et l'administration, mais que l'auteur se contente d'évoquer sans entrer dans le détail de leur fonctionnement concret, sans même avoir jamais pénétré

dans aucun des bureaux, des cabinets de conseil, des agences ou des guichets, auxquels il reconnaît l'exercice de missions recouvrant des enjeux hautement stratégiques (comme capter les ressources des populations ou contribuer à les maintenir dans leur ignorance). Enfin, la notion peut renvoyer, à d'autres moments, au droit lui-même et aux textes qui le constituent, sans toutefois apporter d'autres précisions et au prix d'un positivisme qui ne manque pas de naïveté. On regrettera, par ailleurs, une insuffisante mobilisation de la littérature académique. Ainsi, l'auteur ne fait aucune référence à des travaux récents sur la bureaucratie – on songe, par exemple, au domaine des *sciences studies* – ou à des publications pourtant proches de ses préoccupations intellectuelles. On pourra songer, par exemple, aux travaux de James Scott, anthropologue et anarchiste lui aussi, qui n'est curieusement pas évoqué (*Seeing Like a State*, MIT Press, 1998).

Bref, c'est une impression d'une accumulation de propos désordonnés qui l'emporte, laissant le lecteur sur sa faim. C'est évidemment dommage. On pourra alors s'interroger sur les raisons du succès rencontré par le livre de

Graeber, dont le sujet – et même le titre – ne laissent pas présager d'un triomphe en librairie. Trois hypothèses pourraient être avancées. La première tient à la forme : se tenant volontairement à distance des formats académiques, l'ouvrage séduit *a priori*, et c'est tant mieux. La deuxième tient au renversement des idées les plus convenues auquel l'auteur invite : non, l'administration ne cherche pas à mettre des bâtons dans les roues des entreprises, elle conforte au contraire les puissances de l'argent ! Non, nous ne baignons pas dans un monde d'innovations toutes plus intelligentes les unes que les autres, et avec lesquelles on nous rebat les oreilles : nous n'avons jamais été aussi bêtes, au regard de nos capacités passées d'imagination et de créativité ! Non, nous ne considérons pas les règles comme un carcan dont il faudrait se défaire : elles nous conviennent ! Enfin, la troisième découle de l'explication par trop commode que l'auteur fournit pour rendre compte de la bureaucratisation du monde : une thèse anti-capitaliste et complotiste, jamais précise, jamais vérifiable, mais potentiellement attractive. Bonnes ou mauvaises, ces raisons n'en plaident pas moins en faveur d'un renouvellement des analyses de nos bureaucraties.